Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

| | |
|---|---|
| **Secrétariat général**<br>**Service des ressources humaines**<br>**Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération**<br><br>**78, rue de Varenne**<br>**75349 PARIS 07 SP**<br>**0149554955** | **Note de mobilité**<br><br>**SG/SRH/SDCAR/2018-837**<br><br>**15/11/2018** |

**Date de mise en application :** Immédiate
**Diffusion :** Tout public

**Cette instruction n'abroge aucune instruction.**
**Cette instruction ne modifie aucune instruction.**
**Nombre d'annexes :** 16

**Objet :** Appel à candidatures : 19 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

**Agence Française pour la Biodiversité :**

- 1 poste de chargé de gestion financière et logistique (catégorie A) (H/F) à Marly (57).
Date limite de candidature : 30 novembre 2018.

1 poste de directeur Interrégional adjoint (catégorie A/A+) (H/F) à Cesson-Sevigné (35).
Date limite de candidature : 10 décembre 2018.

- 1 poste d'ingénieur de production et valorisation des connaissances (catégorie A) (H/F) à Bourg Achard (27).
Date limite de candidature : 08 décembre 2018.

- 1 poste de chef du service « Programmes et partenariats nationaux »(catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 08 décembre 2018.

**France AgriMer :**

- 1 poste d'adjoint à la cheffe du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles (H/F) (A/A+) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 14 décembre 2018.

- 1 poste de chef(fe) de pôle programmes opérationnels (H/F) (A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 14 décembre 2018.

- 1 poste de chargé(e) d'études et animation du réseau bois et plants vigne (H/F) (A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 14 décembre 2018.

**Établissement public du Marais poitevin (EPMP) :**

- 1 poste de chargé de mission en gestion quantitative de la ressource en eau sur le Marais poitevin (H/F) (catégorie A+) à Luçon (Vendée).
Date limite de candidature : 01 mars 2019.

**Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer :**

- 1 poste de Chef(fe) du Pôle banane catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 30 novembre 2018.

**Institut Nationale de l'Information géographique et forestières :**

- 1 poste de responsable informatique de la chaîne de collecte de l'inventaire forestier F/H) (Catégorie B) à Nogent sur Vernisson (45).

**Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :**

- 1 poste de gestionnaire budgétaire et comptable (F/H) (Catégorie C) à Paris (17).
Date limite de candidature : 29 novembre 2018.

- 1 poste de chargé de mission sur le secteur de la RNN de Moëze-Oléron (F/H) à Courcoury (17).
Date limite de candidature : 29 novembre 2018.

- 1 poste d'ingénieur (F/H) (catégorie A) à Cayenne (Guyane ).

Date limite de candidature : 11 novembre 2018.

- 1 poste de responsable de la cellule technique Antilles françaises (F/H) – Catégorie A(F/H) – Catégorie A en Guadeloupe ou Martinique.
Date limite de candidature : 07 décembre 2018.
-

**Parc national des Cévennes :**

- 1 poste de chargé(e) des achats, conventions et contrats (Catégorie B) (H/F) à Florac-Trois-Rivieres (48).
Date limite de candidature : 30 novembre 2018.

- 1 poste de technicien Agri-environnement- Mont Lozère (Catégorie B/B+) (H/F) à Florac-Trois-Rivieres (48).
Date limite de candidature : 07 décembre 2018.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

**Ministère de la Transition écologique et solidaire**
**Agence française pour la biodiversité (AFB)**

# AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut**

| | |
|---|---|
| **Classification :** | Catégorie B |
| **Fonction** : | **Chargé de gestion financière et logistique (h/f)** |
| **Affectation** : | **Direction régionale Grand-Est – Service administration, finance et logistique** |
| **Positionnement hiérarchique :** | Sous la responsabilité du Chef du service administration, finance et logistique |
| **Résidence administrative** : | Marly (57) |
| **Conditions d'emploi :** | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

## Description de l'emploi

**Contexte :**
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

**Description du poste :**

Mission :

Mettre en œuvre l'ensemble des processus liés à la gestion budgétaire et logistique de la Direction régionale.

Activités principales :

**Finance :**
- Procéder aux engagements de crédits nécessaires et s'assurer du fondement de la créance
- Procéder à la liquidation des factures et au mandatement des frais de déplacement
- Veiller à la qualité des dossiers relevant de l'ordonnateur et transmis au comptable ainsi qu'au respect du délai de paiement
- Réaliser le suivi des contrats, des tableaux de bord et des indicateurs de suivi budgétaire

**Logistique :**
- Recenser, analyser les besoins et gérer les besoins de fonctionnement en matériels et fournitures de la direction régionale
- Mettre en œuvre les procédures d'achat.
- Assurer le suivi du parc automobile
- Gérer l'entretien et la maintenance des locaux, du matériel informatique, des matériels techniques

## Relations liées au poste

**Relations internes :**
- Secrétariat général
- Personnels de la Direction régionale

**Relations externes :**
- Fournisseurs et prestataires de services

## Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie B, ayant une expérience dans le domaine de la gestion financière et logistique.

## Compétences et qualités requises

**Connaissances :**
- Connaissance des principes de base de la comptabilité publique, nomenclature budgétaire et comptable
- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement d'un établissement public administratif

**Savoir-faire opérationnel :**
- Organiser son travail et hiérarchiser les priorités dans ses missions
- Rendre compte sa hiérarchie
- Rédiger des courriers administratifs
- Utiliser les outils bureautiques
- Utiliser le logiciel de gestion comptable

**Savoir-être professionnel :**
- Qualités relationnelles
- Sens du travail en équipe
- Organisation et rigueur

## Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRGE/GEST/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

**La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30/11/2018**

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

**Ministère de la Transition écologique et solidaire**
**Agence française pour la biodiversité (AFB)**

# AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement**

| | |
|---|---|
| **Classification :** | Catégorie A/A+ |
| **Fonction** : | **Directeur Interrégional adjoint (h/f)** |
| **Affectation** : | **Direction Bretagne – Pays de la Loire** |
| **Positionnement hiérarchique :** | Sous l'autorité de la Directrice Interrégionale |
| **Résidence administrative** : | Cesson-Sévigné (35) |
| **Conditions d'emploi :** | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

## Description de l'emploi

**Contexte :**
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

L'Agence intervient sur le territoire métropolitain aux côtés de ses partenaires, notamment les services déconcentrés de l'Etat en régions et départements, les opérateurs de l'Etat dont principalement les agences de l'eau, ou encore les parquets.

La création de l'AFB apporte des évolutions en ce qui concerne l'animation territoriale avec les partenaires locaux. La loi biodiversité envisage l'émergence d'agences régionales de la biodiversité (ARB). Les forces et les compétences de l'AFB, seront conjuguées avec celles de l'ONCFS pour créer un nouvel établissement public administratif en 2020.

Le ressort géographique de la direction interrégionale Bretagne Pays de la Loire s'étend sur le bassin hydrographique Loire Bretagne et 2 régions (Bretagne et Pays de la Loire), il regroupe 9 départements sur 66 100 km2. Avec une population de 8,2 millions d'habitants, ces deux régions représentent 12 % de la population française et 16 % du PIB national. Ces deux régions sont dotées d'un chevelu dense de cours d'eau, 60 000 km de cours d'eau, d'une frange littorale (1772 km en Bretagne, 368 km en Pays de la Loire), de milieux remarquables et de milieux dégradés, d'une forte activité agricole et agroalimentaire. On dénombre 3 Cours d'Appel et 14 TGI.
L'effectif de la direction interrégionale est composé d'environ 75 agents répartis sur 10 sites.

**Description du poste :**

Mission :

- Seconder la directrice interrégionale sur l'ensemble de ses missions techniques et managériales.
- Assurer la représentation de la directrice dans les réunions et instances stratégiques (comités techniques territoriaux, forums de bassin, missions interservices de l'eau et de la nature, etc.), ainsi qu'auprès des parquets généraux, magistrats des TGI, préfets de régions et de départements, préfet de façade, directeurs des services déconcentrés de l'Etat (DREAL, DDT-M, DIRM).
- Assister la Directrice dans la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement, déclinée par la programmation d'activités en lien avec le contrat d'objectifs.
- Participer activement au management de la direction, veiller au bon fonctionnement des équipes
- Assurer l'intérim de la Directrice pour l'intégralité des missions qui lui sont dévolues et dispose pour cela d'une délégation de signature.
- Assister la Directrice et la conseiller dans les relations partenariales engagées avec la création des ARB, en particulier auprès des préfets de régions et des conseils régionaux. Il conduit des projets de partenariats qui émergent avec l'AFB.
- Participer à la préparation du dispositif de mutualisation avec l'ONCFS et concourt à sa mise en œuvre.
- Préparer le rapportage d'activité et la programmation des objectifs de l'année n+1.
- Concourir à la gestion et aux arbitrages budgétaires de la direction pour un budget annuel d'un montant de 500 k€ en fonctionnement.

Activités principales :

**Activités principales** :

**Pilotage des activités :**
- Seconder la directrice interrégionale, assurer son intérim ;
- Collaborer à l'organisation et au pilotage de la direction interrégionale, au management des équipes ;
- Participer à la mise en œuvre de la stratégie générale de l'établissement, accompagner la mise en œuvre de la feuille de route de l'AFB et les orientations nationales établies par les directions du siège ;
- Assurer le suivi « technique » des services et veiller à la cohérence des actions transversales au sein de la direction interrégionale ;

**Représentation de l'établissement :**
- Représenter la direction dans les divers groupes de travail techniques du champ d'intervention de l'AFB ;
- Participer à la déclinaison des politiques « partenariales » de l'AFB ;
- Participer au développement de partenariats, notamment avec l'émergence des ARB ;

**Gestion technique de projets :**
- Prendre en charge et traiter des dossiers techniques (domaines de compétence privilégiés : milieux aquatiques), des projets transversaux complexes (exemple : le Sdage) ;
- Participer au traitement de questions prises en charge par d'autres, en y apportant son expertise particulière, notamment dans le domaine de la police de l'environnement.

**Mise en œuvre de l'AFB :**
- Préparer la fusion avec l'ONCFS suivant les modalités définies au niveau national par les deux établissements et concourir à sa mise en œuvre ;
- Contribuer à l'organisation technique, administrative et géographique de la direction interrégionale en veillant à développer la transversalité avec l'antenne de façade, le parc marin d'Iroise, le conservatoire botanique de Brest ;

**Activités secondaires :**

**Pilotage des activités :**
- Collaborer au pilotage de la direction interrégionale, en matière de gestion budgétaire (hors salaires) et matérielle, de gestion du personnel, en lien avec le secrétariat général, de conception des procédures et de leur évaluation ;
- Apporter un appui à la directrice en matière de préparation et de réalisation des entretiens professionnels et de formation des chefs de service départementaux et des responsables de services, identifier les besoins en compétences ;

**Gestion de projets :**
- Assurer une veille sur des sujets techniques qui méritent une attention ;
- Apporter un appui, en tant que de besoin, à la direction régionale Centre Val de Loire chargée de coordonner l'action de l'établissement sur l'ensemble du bassin Loire Bretagne ;

**Contribution aux projets nationaux et à la communication :**

- Apporter son concours aux directions métiers en participants à des groupes de travail nationaux relevant de son domaine de compétences ;
- Contribuer à la formation continue de l'établissement ;
- Contribuer à la mise en œuvre des démarches qualité, hygiène et sécurité et éco-responsabilité engagées par l'agence ;
- Préparer le rapport annuel d'activité de la direction et contribuer aux démarches éditoriales engagées par l'AFB en lien avec la direction de la communication et mobilisation citoyenne.
- Contribuer aux actions pilotées par la directrice en termes d'accompagnement au changement.

## Relations liées au poste

**Relations internes :**
- Services et services départementaux de la direction ;
- Direction générale, Secrétariat général, directions du siège, chefs de départements et de projets, directeurs régionaux et interrégionaux, adjoints et chefs de services ;
- Pôles scientifiques et techniques, groupes de travail ;
- Antenne de façade, Parcs naturels marins (AFB).

**Relations externes :**
- Préfets de régions et de départements, préfet de façade ;
- Magistrats des cours d'appel et TGI ;
- Services déconcentrés et opérateurs de l'Etat (DREAL, DDT-M, DIRM, agences de l'eau, ONCFS, ONF, Cerema, Conservatoire du littoral, etc.) ;
- Collectivités territoriales et locales ;
- Chambres consulaires et représentations professionnelles (chambres d'agriculture) ;
- Associations de protection de la nature, bureaux d'études ;
- Médias.

## Profil recherché

- Ingénieur des Ponts, des Eaux et Forêts, Ingénieur Divisionnaire de l'Agriculture et de l'Environnement, de formation ingénieur ou universitaire ;
- Formation et expérience dans la connaissance, la protection et la gestion des milieux aquatiques ;
- Expérience de l'administration et du management public, ou aptitude à développer ces compétences ;
- Expérience managériale souhaitée.

## Compétences et qualités requises

**Connaissances :**
- Connaissances techniques indispensables dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, connaissances souhaitées de la biodiversité terrestre et marine ;
- Connaissance du droit de l'eau et de la réglementation ;
- Connaissance des principes de comptabilité publique ;
- Connaissances des techniques de management.

**Savoir-faire opérationnel :**
- Savoir travailler en équipe ;
- Maîtriser la conduite de projets et de l'animation d'une équipe projet ;
- Savoir mettre en œuvre une stratégie et des objectifs ;
- Être capable de gérer les conflits ;
- Savoir négociation et s'adapter à différents publics ;
- Maîtriser l'outil informatique.

**Savoir-être professionnel :**
- Sens du service public ;
- Adaptabilité à un contexte technique et institutionnel évolutif (ouverture aux domaines de la biodiversité terrestre et marine) ;
- Capacité d'organisation et sens des priorités, savoir anticiper ;
- Capacités pédagogiques et de vulgarisation des sujets techniques ;
- Autonomie ;
- Grande disponibilité ;
- Aptitudes rédactionnelles, d'animation de réunion, capacité à rendre compte ;
- Sens des relations publiques et de la communication.

**Autre :**

- Possession du permis B (déplacements fréquents).

## Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRBPL/ADJ/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

**La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10/12/2018**

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

**Ministère de la Transition écologique et solidaire**
**Agence française pour la biodiversité (AFB)**

# AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut**

| | |
|---|---|
| **Classification :** | Catégorie A |
| **Fonction** : | **Ingénieur de production et valorisation des connaissances (h/f)** |
| **Affectation** : | Direction interrégionale Hauts-de-France Normandie |
| **Positionnement hiérarchique :** | Sous la responsabilité du Chef du service Production et Valorisation des Connaissances |
| **Résidence administrative** : | Bourg Achard (27) |
| **Conditions d'emploi :** | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

## Description de l'emploi

**Contexte :**
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Au sein de la Direction interrégionale Hauts-de-France Normandie, le service Production et Valorisation des Connaissances assure entre autres le recueil, la valorisation et la bancarisation de données, notamment dans le cadre des programmes de surveillance de la DCE. Basé sur 2 sites, il est composé d'un chef de service, de 2 ingénieurs, 2 techniciens, un agent technique et un géomaticien.

**Description du poste :**

Mission :

Sur la base de la stratégie définie par le chef de service, assurer la déclinaison opérationnelle des projets sur la région Normandie en assurant le lien avec les acteurs du territoire.

Organiser et animer une thématique du service (hydromorphologie, espèces exotiques envahissantes par ex.) en son sein et auprès des différents services de la DIR (10 départements sur les 2 régions Hauts de France – Normandie). Au besoin aider à monter, voire piloter des projets en lien.

En lien avec les services et au vu des besoins du territoire, développer des études/rapports valorisant les données et compétences internes.

Suivre l'ensemble de la chaine de production/diffusion/utilisation de données, faire le lien avec les partenaires.

Participer à l'analyse des fonctionnements des écosystèmes, en relation avec les impacts des usages.

Apporter un appui sur la thématique de l'acquisition de la connaissance en interne et externe.

Organiser la montée en compétence interne sur le champ connaissance de la biodiversité, suite à la création de l'AFB en 2017.

Activités principales :

- Mettre en œuvre les conditions nécessaires à la bancarisation, validation et diffusion des données sur l'eau et la biodiversité. S'assure de et participer à leur acquisition, mise en qualité et valorisation, notamment via la production et l'analyse des indicateurs DCE liés aux données AFB ;

- Promouvoir la diffusion et l'utilisation des données auprès des services et partenaires de la direction

Interrégionale en Normandie ;

- Développer des partenariats régionaux et départementaux pour l'acquisition et la valorisation de données ;

- En lien avec l'animation d'une thématique, capitaliser les retours d'expériences et les mettre à disposition en interne et en externe (organisation journées techniques par exemple) ;

- Piloter la réalisation d'études et rapports, le cas échéant en mode projet avec l'ensemble des services de la DIR ;

- Encadrer fonctionnellement le ou les agents techniques placés sous sa responsabilité en mode projet

- Contribuer à l'identification des besoins et à la mise en œuvre d'actions de recherche et développement dans le cadre de la politique R&D de l'établissement ;

- Apporter un appui technique et méthodologique auprès des acteurs sur le volet connaissances ;

- Recenser les besoins et compétences sur les nouveaux champs de l'AFB, organiser le partage et/ou la formation, notamment via le partenariat.

## Relations liées au poste

**Relations internes :**
- Directions interrégionales ;
- Directions du siège et services rattachés ;
- Services départementaux ;
- Antennes de façade, parcs naturels marins ;
- Etablissements rattachés ;
- Réseau des ingénieurs et techniciens connaissances.

**Relations externes :**
- Services et opérateurs de l'Etat, Agences de l'eau, collectivités territoriales
- Agence régionale pour la biodiversité de Normandie
- Chambres consulaires, associations, gestionnaires d'espaces protégées
- Bureaux d'études, prestataires
- Universités

## Compétences et qualités requises

**Connaissances :**
- Maitrise des concepts liés à l'écologie, connaissance de l'écologie des milieux aquatiques, voire terrestre, de leurs modalités de suivi,
- Connaissance de l'hydromorphologie appréciée
- Maitrise des SIG, de l'analyse de données, connaissance langages R et/ou xlsx VBA serait un plus
- Connaissance des acteurs de la biodiversité
- Connaissance des systèmes d'information sur l'Eau et Nature et Paysage

**Savoir-faire opérationnel :**
- Intervenir en réunion et prendre la parole en public
- Argumenter et vulgariser des concepts et données scientifiques
- Utiliser les techniques d'échantillonnage
- Utiliser le SIG et les bases de données
- Conduite de projet
- Management fonctionnel

**Savoir-être professionnel :**
- Autonomie
- Esprit d'initiative
- Qualités relationnelles et rédactionnelles
- Capacité d'organisation

## Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DIRHDFN/INGE27/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

**La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 08 décembre 2018**

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

**Ministère de la Transition écologique et solidaire**
**Agence française pour la biodiversité (AFB)**

# AVIS DE VACANCE DE POSTE

**A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut**

| | |
|---|---|
| **Classification :** | Catégorie A |
| **Fonction** : | **Chef du service « Programmes et partenariats nationaux » (h/f)** |
| **Affectation** : | AFB/DAPP/DSNEI |
| **Positionnement hiérarchique :** | Sous la responsabilité du chef de département « Stratégies nationales, européennes et internationales » |
| **Résidence administrative** : | Vincennes (94) |
| **Conditions d'emploi :** | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

## Description de l'emploi

**Contexte :**

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Elle déploie en particulier des programmes nationaux de soutien à des projets en faveur de la biodiversité. Cela peut concerner des actions innovantes ou qui ont besoin d'un soutien pour être relancées à l'échelle nationale avant qu'un relais ne soit pris au niveau territorial. Ces programmes de soutien peuvent prendre différentes formes (partenariats bilatéraux, appels à projets…) mais nécessitent toujours une analyse des enjeux, la mise en œuvre administrative et financière du programme, et le suivi des actions financées dans le cadre du programme.
Par ailleurs, l'Agence s'appuie un certain nombre de partenaires pour l'atteinte de ses objectifs en matière de préservation de la biodiversité. Les partenariats de niveau national avec les acteurs associatifs et les acteurs économiques sont pilotés par le Service Programmes et Partenariats Nationaux.

**Description du poste :**

Mission :

Le chef de service « Programmes et partenariats nationaux » (h/f) est responsable de la définition et de la mise en œuvre de programmes et de partenariats stratégiques à l'échelle nationale, et de la gestion du service associé.

Les principales missions du service sont :

- Appuyer les acteurs privés d'envergure nationale ou supra-nationale (entreprises, associations, fondations, etc.) pour l'élaboration de leurs stratégies biodiversité ;

- Négocier et suivre des partenariats stratégiques avec ces mêmes acteurs afin de démultiplier le champ d'action de l'AFB et animer les réseaux de partenaires ;

- Piloter des programmes de financement permettant la mise en œuvre des politiques et stratégies dans le champ de l'eau, de la biodiversité et des écosystèmes (terrestres, aquatiques et marins).

Au sein de ces missions, il est responsable en propre des missions suivantes :

- Faire monter en puissance l'action des acteurs d'un secteur prioritaire dans le champ de compétence de l'AFB et dans une logique partenariale (secteurs prioritaires : agro-alimentaire et agro-écologie, chimie et matériaux, bâtiment ou énergie) ;

- Définir la place de l'AFB dans la gestion de programmes de financement, en particulier dans le cadre du programme investissement d'avenir (PIA), du programme Ecophyto et d'autres dispositifs nationaux ;

Il est le point d'entrée du service pour l'articulation avec les dimensions européennes et internationales.

Activités principales :

**Animer et coordonner le service, et notamment** :

- Organiser le travail d'équipe et créer les conditions pour un fonctionnement en mode projet transversal à l'AFB ;

- Rendre-compte de l'activité du service au chef de département et contribuer à la définition de la stratégie du département et du contrat d'objectif de l'établissement ;

- Entretenir des relations étroites avec les services centraux du ministère de l'environnement, dans le cadre de l'exercice des missions du service et de la construction de son programme de travail ;

- Développer l'activité du service en réponse aux besoins des services de l'Etat et en accord avec la stratégie de l'établissement, notamment pour le pôle « programmes nationaux » : consolider l'activité du pôle, susciter l'intérêt de la tutelle pour cette activité et faire monter en compétence le service ;

- Positionner l'AFB dans le cadre du PIA, à partir de l'expérience de l'ADEME ;

- Positionner l'AFB pour la gestion d'Ecophyto, en lien étroit avec la tutelle ;

- Consolider le pôle « économie et biodiversité » installé en Guyane en 2018 ;

- Représenter l'AFB auprès de partenaires dans le champ de compétences du service, en particulier au sein du Cluster maritime, du pôle de compétitivité eau et des organisations similaires dans le champ de la biodiversité existantes ou à créer ; y porter la vision de l'AFB et impulser des actions en faveur de la biodiversité, de l'eau et des écosystèmes (terrestres, aquatiques et marins) ;

- Participer à des chantiers transversaux au sein de l'AFB.

**Dans le secteur de l'énergie (à définir)** :

- Inciter les acteurs à s'engager en faveur de la biodiversité, notamment dans le cadre de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité, et les accompagner dans le cadre de cet engagement ;

- Proposer une stratégie de développement de partenariats stratégiques bilatéraux ou multilatéraux avec les acteurs clé de ce secteur (chambres consulaires, fédération professionnelles, syndicats, etc.) afin d'améliorer significativement leur contribution à la mise en œuvre des politiques de biodiversité, dans une logique de filière ;

- Développer ces partenariats, les suivre et les évaluer (conventions, réseaux, animation, etc.) ;

- Soutenir la capitalisation de bonnes pratiques et d'expériences et leur valorisation par des publications, des formations, des rencontres, pour améliorer la capacité des acteurs à prendre en charge les enjeux de biodiversité.

## Relations liées au poste

**Relations internes :**
- Département des milieux marins (cluster maritime et acteurs du monde maritime) ;
- Département des partenariats dans les territoires (lien avec les acteurs locaux, programmes territorialisés) ;
- Direction de la recherche, de l'expertise et du développement des compétences ;
- Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne ;
- Secrétariat général.

**Relations externes :**
- MTES/DGALN/DEB et MTES/CGDD ; autres ministères, notamment Minefi ;
- Tous les partenaires de la SNB (notamment acteurs économiques et associations) ;
- Acteurs économiques d'au moins un secteur d'activités et les organismes qui les appuient dans la prise en charge des enjeux environnementaux.

## Compétences et qualités requises

**Connaissances :**
- Politiques de l'eau, de la biodiversité et de l'espace maritime ;
- Stratégie nationale pour la biodiversité ;
- Stratégies des acteurs privés en général, et plus particulièrement prise en charge des enjeux de développement durable par les acteurs économiques ;
- Finances publiques et gestion de crédits, marchés publics et conventions de partenariat ;
- Anglais professionnel courant.

**Savoir-faire opérationnel :**
- Animer une équipe et des réseaux d'acteurs ;
- Concevoir et déployer une stratégie ;
- Développer et entretenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés, notamment dans le cadre de partenariats stratégiques ;
- Proposer des solutions et les argumenter ;
- Négocier en situation complexe ;
- Identifier les risques et les opportunités sur un projet ;
- Gérer des programmes de financement.

**Savoir-être professionnel :**
- Diplomate ;
- Dynamique ;
- Persévérant ;
- Positif ;
- Pragmatique ;
- Sociable ;
- Stratège.

## Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSNEI/CPPN/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

**La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 08 décembre 2018**

**Ministère de l'agriculture et de l'alimentation**

**FranceAgriMer (siège)**

**Direction des Interventions / Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles**

**Emploi :** adjoint(e) à la cheffe du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles

| | |
|---|---|
| N° appel à candidature : **180281** | **Catégorie : A/A+** |
| Cotation parcours professionnel : **3** | **Cotation RIFSEEP :**<br>**3 si corps des Ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts**<br>**2 si corps des attachés d'administration de l'Etat** |
| **Poste vacant** | **Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé** |

| | |
|---|---|
| **Présentation de l'environnement professionnel** | FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.<br><br>Ses principales missions consistent à :<br>- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,<br>- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,<br>- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,<br>- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.<br><br>La Direction des Interventions, composée de 5 services, gère les dispositifs d'intervention financiers et non financiers de l'Union Européenne et /ou nationaux. Dans ce cadre, le service « gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles » regroupe environ 40 agents répartis dans trois unités chargées de mettre en œuvre et piloter des dispositifs d'aides européennes dans le secteur vitivinicoles : restructuration du vignoble, investissements vitivinicoles et gestion des excédents et sous-produits de la vinification. |
| **Objectifs du poste** | En lien avec la cheffe de service, le titulaire du poste assure l'animation, l'organisation, la gestion, le pilotage et la coordination du service en adéquation avec les orientations définies par la direction générale, dans le respect du périmètre des missions du service. |
| **Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter** | • Encadrer les agents du service et organiser le travail dans une optique d'efficience et de polyvalence ; faire coopérer efficacement les agents du service, gérer et développer leurs compétences<br>• Superviser l'application de la réglementation relevant des domaines d'activité du service<br>• Piloter la mise en place de nouveaux dispositifs ou l'évolution des processus existants<br>• Assurer un suivi transversal de la mise en œuvre du programme national d'aides viti-vinicoles<br>• Traduire les orientations de la direction générale en plans d'actions et en projets opérationnels pour le service<br>• Assurer un *reporting* régulier de l'activité du service<br>• S'assurer de la bonne mise en œuvre du contrat d'objectifs et de performance de l'établissement concernant le service<br>• Représenter l'établissement auprès des interlocuteurs extérieurs |

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">
<ul>
<li>Au sein de FranceAgriMer : direction générale, délégué filière viticole, services informatique et juridiques, autres services de la direction des interventions</li>
<li>Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE), direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI), INAO</li>
<li>Professionnels de la filière vitivinicole</li>
</ul>
</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences requises pour le poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtrise</td></tr>
<tr><td>
<ul>
<li>Connaissance du fonctionnement des institutions européennes et de la politique agricole commune</li>
</ul>
</td><td>
<ul>
<li>Management d’équipe</li>
<li>Conduite de projet</li>
<li>Initiative et capacité d’anticipation</li>
<li>Reporting</li>
<li>Aisance dans la communication orale et écrite</li>
</ul>
</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Sébastien COUDERC, directeur des interventions<br>☎ : 01 73 30 22 72 ✉ : sebastien.couderc@franceagrimer.fr<br><br>Hélène CHEVRETTE, cheffe du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles<br>☎ : 01 73 30 22 26 ✉ : helene.chevrette@franceagrimer.fr<br><br>Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la chef du service des ressources humaines<br>☎ : 01 73 30 22 66 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

**DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : le vendredi 14 décembre 2018**

**Ministère de l'agriculture et de l'alimentation**

**FranceAgriMer (siège)**

**Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Programmes opérationnels**

**Emploi :** chef(fe) de pôle programmes opérationnels

| | |
|---|---|
| N° appel à candidature : **180280** | **Catégorie : A** |
| Cotation parcours professionnel : 2 | **Cotation RIFSEEP : 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat** |
| **Poste vacant** | **Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé** |

| | |
|---|---|
| **Présentation de l'environnement professionnel** | FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.<br><br>Ses principales missions consistent à :<br>- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,<br>- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,<br>- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,<br>- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.<br><br>Dans le secteur des fruits et légumes, la direction des interventions de FranceAgriMer gère les fonds opérationnels prévus dans la politique agricole commune. Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels », qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. |
| **Objectifs du poste** | Au sein d'un pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge du suivi d'un ensemble d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel.<br><br>Le titulaire est également référent sur certaines des activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses par rapport à ces activités. |
| **Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter** | • Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe de 3 à 4 agents, pour l'agrément des programmes opérationnels et l'instruction et la liquidation des fonds opérationnels<br>• Dans le cadre d'une délégation de signature, remplacer le chef d'unité en cas d'absence et représenter l'unité, en particulier dans son domaine de référence ou pour d'autre mission déléguée<br>• Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes ou des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur des thèmes transverses ou connexes aux programmes et fonds opérationnels.<br>• Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence<br>• Former les agents de l'unité ou de son pôle<br>• Rendre compte de son activité<br>• Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité |
| **Champ relationnel du poste** | • Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique |

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">• Ministère de l'agriculture et de l'alimentation<br>• Organisations de producteurs et entreprises du secteur des fruits et légumes<br>• Corps de contrôle et de certification</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences requises pour le poste</td><td>Savoirs / Connaitre :</td><td>Savoir faire / Maîtriser :</td></tr>
<tr><td>• Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus</td><td>• Maitrise des outils bureautiques classiques<br>• Capacité à travailler en équipe et à manager une équipe<br>• Rigueur dans la mise en œuvre de procédures<br>• Reporting à la hiérarchie</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion<br>☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr<br><br>Catherine MICHEL, cheffe de l'unité programmes opérationnels<br>☎ : 01 73 30 22 05 ✉ : catherine.michel@franceagrimer.fr<br><br>Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines<br>☎ : 01 73 30 22 66 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

**DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : le vendredi 14 décembre 2018**

**Ministère de l'agriculture et de l'alimentation**

**FranceAgriMer (siège)**

**Direction des Interventions / Service contrôles et normalisation / Unité normalisation**

**Emploi :** chargé(e) d'études et de l'animation du réseau bois et plants de vigne

| | |
|---|---|
| N° appel à candidature : **180282** | **Catégorie : A** |
| Cotation parcours professionnel : 2 | **Groupe RIFSEEP :** 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat |
| **Poste vacant** | **Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé** |

| | |
|---|---|
| **Présentation de l'environnement professionnel** | FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.<br><br>Ses principales missions consistent à :<br>- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,<br>- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,<br>- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,<br>- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.<br><br>Au sein du service « contrôles et normalisation » de la direction des interventions, l'unité « normalisation » met en œuvre et pilote différents dispositifs de contrôle, de certification et d'inspection dans les secteurs de la viticulture (certification des bois et plants de vigne, agrément pour les vins sans indication géographique) et de l'élevage (pesée, classement, marquage en abattoirs). L'activité de l'unité « normalisation » permet ainsi de garantir la loyauté des transactions dans ces différents secteurs. Dans ce cadre, le dispositif relatif aux bois et plants de vigne fait l'objet d'une certification ISO 17020 délivrée par le COFRAC. |
| **Objectifs du poste** | Le titulaire du poste assure l'animation et le suivi du dispositif de contrôles et de certification dans le domaine des bois et plants de vigne, en lien avec les services territoriaux de FranceAgriMer. |
| **Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter** | • Assurer le pilotage et la coordination technique des agents des services territoriaux de FranceAgriMer intervenant dans le domaine des bois et plants de vigne :<br>  o organiser, préparer et co-animer les réunions des chargés « Bois et Plants »<br>  o rédiger les notes de service relatives à la programmation des objectifs et au bilan des contrôles B&P<br>• Assurer le maintien de la certification ISO 17020 délivrée par le COFRAC :<br>  o participer à la rédaction des procédures techniques<br>  o participer aux audits COFRAC annuels et le cas échéant aux audits internes<br>• Mettre en œuvre le dispositif de contrôles et de certification des bois et plants :<br>  o superviser la rédaction des conventions nécessaires au fonctionnement du dispositif<br>  o suivre la réalisation des inspections par les services territoriaux<br>  o traiter les éventuels dossiers contentieux<br>• Piloter les travaux de refonte de l'application informatique bois et plants (maîtrise d'ouvrage des télé-procédures) |

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">

- Réaliser le bilan de l'activité de contrôle et le présenter au ministère de l'agriculture et aux organisations professionnelles de la filière

</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">

- Au sein de FranceAgriMer : chargés bois et plants et responsables techniques nationaux au sein des services territoriaux, service informatique, service juridique
- Direction générale de l'alimentation (DGAL), direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE), direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)
- Opérateurs externes du dispositif (laboratoires, imprimeurs…)

</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences requises pour le poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtrise</td></tr>
<tr><td>

- Connaissance des systèmes de maîtrise de la qualité souhaitable (le cas échéant une formation pourra être assurée lors de la prise de fonction)

</td><td>

- Travail en équipe
- Pilotage de projet
- Qualités rédactionnelles
- Sens critique et initiative
- Maîtrise des applications informatiques bureautiques usuelles

</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pascale DEMET, cheffe du service contrôles et normalisation par intérim<br>☎ : 04 92 79 34 03 ✉ : pascale.demet@franceagrimer.fr<br><br>Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la chef du service des ressources humaines<br>☎ : 01 73 30 22 66 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

**DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : le vendredi 14 décembre 2018**

Etablissement public
du Marais poitevin

# Fiche de poste

| | |
|---|---|
| **Intitulé du poste** | **Chargé de mission : Gestion quantitative de la ressource en eau sur le Marais poitevin, porteur de l'organisme unique de gestion collective (OUGC).**<br>**Poste vacant** |
| **Domaines fonctionnels** | Territoire et développement durable |
| **Modalités d'affectation** | Position Normale d'Activité (PNA-fonctionnaire), CDD de 3 ans (statut d'agent public) à défaut, ouvert aux contractuels sous quasi-statut. |
| **Catégorie statutaire** | Cadre A + |
| **Localisation** | Luçon (Vendée) |
| **Contexte** | Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation dans la gestion de l'eau et de la biodiversité sur un territoire complexe et très sensible.<br>Plus d'informations sur le site internet de l'EPMP : http://www.epmp-marais-poitevin.fr/ |
| **Vos activités principales** | - Concevoir et mettre en place les interventions de l'établissement public dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en eau<br>- Porter la fonction d'organisme unique de gestion collective (OUGC) : gérer l'autorisation unique, établir, évaluer et faire valider le plan de répartition annuel, faire évoluer les protocoles de gestion, animer les comités de gestion, gérer le budget de la redevance, coordonner la gestion des prélèvements<br>- Animer le réseau des OUGC délégués<br>- Piloter l'outil web permettant le suivi des prélèvements<br>- Coordonner le suivi des contrats territoriaux de gestion quantitative (CTGQ)<br>- Animer la commission spécialisée chargée de proposer la répartition des prélèvements d'eau<br>- Représenter l'EPMP en tant que de besoin à l'extérieur de l'établissement<br>- Participer activement au fonctionnement de l'EPMP, aux réflexions stratégiques et à la coordination des actions |
| **Profil** | Formation bac + 5 spécialisée |
| **Compétences principales mises en œuvre** | - Maitrise technique et réglementaire des politiques publiques dans le domaine de la gestion de l'eau<br>- Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel<br>- Maitrise du fonctionnement des hydrosystèmes<br>- Capacité à la conduite de projet<br>- Capacité à animer, expliquer, proposer, concilier et négocier<br>- Sens des relations humaines et du travail en équipe |
| **Durée du poste** | 3 ans (minimum) - renouvelable selon statut |
| **Votre environnement professionnel** | - Au sein d'un établissement public de l'Etat (EPA), l'agent est directement placé sous l'autorité du directeur.<br>- Il est amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets de l'EPMP dans le domaine de l'eau et de la biodiversité.<br>- Il est en étroite relation avec les services de l'Etat en région et en département et en particulier avec les services chargés de la police de l'eau.<br>- Il développe des relations avec de nombreux partenaires : agriculteurs, syndicats de marais, chambres d'agriculture, syndicats mixtes, etc. |
| **Qui contacter ?** | Johann LEIBREICH, directeur<br>Etablissement public du Marais poitevin (EPMP)<br>1, rue Richelieu - 85 400 Luçon<br>johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr |
| **Date indicative de prise de fonction** | 1er mai 2019 |
| **Date limite de dépôt des** | 1er mars 2019 |
| **Pièces à fournir** | CV et lettre de motivation |

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**

**Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)**
**Service des Grandes Cultures**

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX
(métro Ligne 1 - station St Mandé, Ligne9 - station Robespierre, RER ligne A - station Vincennes)

**Chef(fe) du Pôle banane**

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :<br><br>Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel<br>postes catégorie A : 1</td><td>RIFSEEP : Groupe 3</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer.<br><br>Les services de l'Office comprennent 41 ETPT installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.<br><br>Le service des grandes cultures compte 6 agents et est organisé en 2 pôles : banane et canne à sucre<br><br>L'ODEADOM est représenté au niveau de chacun des départements d'outre-mer par les préfets. Les DAAF sont les correspondants de l'Office pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle du territoire.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Encadrement et gestion du pôle banane. Pilotage des aides associées</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">1/ Gestion des aides : POSEI Banane, Aide Promotion communautaire<br>Encadrement d'un agent gestionnaire d'aides et supervision des dossiers avant mise en paiement.<br>Rédaction des instructions techniques et des manuels de procédures.<br>Participation aux audits communautaires et nationaux de diverses natures.<br>Suivi des développements informatiques de l'applicatif « Banane »<br>2/ Commission de suivi du marché de la banane<br>Organisation et préparation en collaboration avec le chef de service<br>3/ Comité sectoriel de concertation « Banane »<br>Organisation et préparation en collaboration avec le chef de service</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Bénéficiaires des mesures d'aide,<br>MAAF (DGPE, DAAF des départements d'outre-mer), MOM (DGeOM)<br>En interne Odeadom, Agence comptable et Service des contrôles<br>MCFA, C3OP et ASP (contrôle interne)</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs<br>- Connaissance des réglementations communautaire et nationale<br>- Maitrise de l'environnement institutionnel et professionnel<br>- Informatique</td><td>Savoir-faire<br>- Organisation et méthode<br>- Capacité rédactionnelle<br>- Méthode et rigueur<br>- Communication et sens des relations humaines<br>- Goût du travail en équipe<br>- Esprit d'initiative et de synthèse</td></tr>
</table>

| | |
|---|---|
| **Personnes à contacter** | **MME Laurence GRASSART, Cheffe de service : 01.41.63.19.73**<br>laurence.grassart@odeadom.fr<br><br>**M. Stéphane JORET Secrétaire général : 01.41.63.19.78**<br>stephane.joret@odeadom.fr<br><br>**Date limite de candidature : 30 novembre 2018** |

Octobre 2018

OFFRE D'EMPLOI

# Analyste / responsable informatique de la chaîne de collecte de l'inventaire forestier

## à la direction des services et du système d'information à

## l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

D2SI

L'Institut national de l'information géographique et forestière*[1] (IGN) est l'opérateur de l'État en matière d'information géographique et forestière de référence, certifiée neutre et interopérable. L'Institut développe en permanence de nouveaux référentiels, produits et géoservices, répondant aux besoins croissants et évolutifs en données cartographiques et en informations géolocalisées.

Puissant acteur public du numérique pour la description multithématique du territoire, l'IGN intervient en appui de la définition, de l'évaluation et de la mise en œuvre des politiques publiques en relation avec différents domaines et dispose de compétences particulières sur la forêt.

L'innovation est au cœur de la stratégie de l'IGN au travers de ses cinq laboratoires de recherche, de son école (ENSG), de son accélérateur de projets de géoservices numériques (IGNfab), de ses experts forestiers et des prestations réalisées par IGN Conseil, IGN Espace et les travaux spéciaux de géodésie-nivellement.

## Contexte du poste

La D2SI est responsable de la conception, de la mise en œuvre et du maintien en conditions opérationnelles du système d'information de l'IGN et en propose des évolutions. Elle s'assure de la qualité, de la sécurité et de l'efficacité du système d'information. Elle est responsable de la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la maintenance et des applications innovantes valorisant les données et les compétences de l'établissement. Elle assure un rôle de centre de compétences et d'expertise sur la conception et la gestion des systèmes d'information.

Au sein du service du système d'information et des développements technologiques (SIDT), le département « Inventaire forestier et environnemental » (DIFE) est composé d'analystes et de programmeurs. Il développe et maintient les applications de la chaine de collecte de l'inventaire forestier, en lien avec le service de l'inventaire forestier et environnementale. Le responsable de la chaine de collecte au sein du DIFE est le garant de la continuité de production de ces données sur le plan informatique.

[1] L'IGN est un établissement public administratif placé sous la double tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture. - Pour plus d'informations : www.ign.fr

## Missions

- Gérer une chaine logicielle en liaison avec une équipe de production.
- Analyser, concevoir et définir des systèmes et solutions informatiques en fonction des besoins internes ou externes.
- Assurer la gestion des projets dans le respect du cadre technique, des méthodologies de développement et des mesures qualité en vigueur dans les délais et moyens prévus,
- Participer aux développements et au maintien en condition opérationnelles de la chaine de collecte de l'inventaire forestier.
- Gérer l'équipe des développeurs (tâches à répartir et plan de charge).
- Assurer une veille technologique.

## Profil recherché

**Expérience professionnelle, compétences et connaissances recherchées :**
- Maîtriser les processus de la chaine de collecte de données.
- Maîtriser les développements en : C++ et JAVA, QT et QGIS.
- Maîtriser la gestion de données POSTGREQSQL.
- Maîtriser la gestion de projets informatiques.
- Expérience d'encadrement fonctionnel.

**Aptitudes souhaitées :**

- Autonomie, rigueur, polyvalence,
- Savoir rendre compte et documenter.

## Conditions

**Catégorie** : Fonctionnaire de catégorie A ou CDD 3 ans

**Prise de poste** : 1er mars 2019

**Lieu de travail** : IGN / DIFE - Nogent sur Vernisson - 45290

## Contacts

Merci d'adresser votre candidature ( lettre de motivation + CV + 2 derniers entretiens d'évaluation + dernier arrêté avancement d'échelon ) à :

recrutement-mobilite@ign.fr

**en précisant impérativement la référence** : PSA_RESP_INFO_DIFE_NOGENT

**Renseignements :**

Administratifs : Patrice SAUTAREL : 01 43 98 82 24

Techniques : Philippe DUMOULIN : 02 38 28 02 90 Laurent QUENE : 01 43 98 85 47

Le Département qualité de vie et santé au travail de
la Direction des ressources humaines de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
situé à Paris (75017)

# RECRUTE

# Gestionnaire budgétaire et comptable - (F/H)

La Direction des ressources humaines (DRH) est structurée en 4 départements thématiques et une mission développement RH : carrières-effectifs, rémunérations, formation et qualité de vie et santé au travail.

Elle encadre le recrutement, la carrière, les rémunérations, la formation initiale et continue, le développement des compétences des agents, la gestion prévisionnelle des emplois et des effectifs, la santé des agents et la prévention des risques professionnels, l'animation du dialogue social et l'information en matière de ressources humaines.

Elle procède à l'engagement de l'ensemble des dépenses liées à son périmètre d'attribution.

Le(la) Gestionnaire budgétaire et comptable, placé(e) sous la responsabilité du Chef de département qualité de vie et santé au travail adjoint, suit les dépenses liées à la santé des agents de l'Office et travaille pour la partie, frais de mission, avec l'Assistante de direction.

## Nature de l'emploi

**Poste à pourvoir à compter du 1er février 2019**

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein – Catégorie C

## Profil recherché

Une formation de niveau IV dans la comptabilité est souhaitée.
Une expérience au sein d'un établissement public dans un poste similaire serait appréciée.
Connaissances des règles de base de la comptabilité publique.
Capacité à s'impliquer dans la pratique des outils bureautiques dédiés à la comptabilité budgétaire.
Autonomie et grande rigueur dans le traitement des dossiers.
Sens de l'écoute et esprit de synthèse.
Confidentialité sur l'ensemble des thématiques sensibles abordées.

## Activités principales

Procéder aux opérations d'engagements juridiques (bons de commande, …) sur le progiciel financier et comptable et en assurer le suivi.
Saisir les services faits et les certifier dans le progiciel financier et comptable.
Gérer les frais liés aux déplacements professionnels des personnels (suivi des remboursements, …) en lien avec l'assistante de direction.
Procéder aux opérations de liquidation (contrôle des factures, suivi de leurs règlements, …)
Suivre les crédits de la Direction en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.
Classer et archiver les pièces et justificatifs d'opérations financières et comptables.
Participer à l'analyse des données comptables et financières.
Participer administrativement à l'élaboration du budget du Centre de responsabilité budgétaire (CRB) et aux procédures de contrôle interne avec le Chef de département qualité de vie et santé au travail adjoint.
Suppléer, le cas échéant, ses collègues en charge du suivi des dossiers médicaux notamment (saisie des arrêts maladie).

## Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Marie VANHEMS-GROS – Cheffe du département qualité de vie et santé au travail, par téléphone au 01.44.15.16.94 ou par courriel à marie.vanhems-gros@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 29 novembre 2018, -** terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

**Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr**

**OFFRE d'EMPLOI n°18-107-DR NA** 13/11/18

Le Service départemental de Charente Maritime
de la Délégation régionale Nouvelle Aquitaine
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
situé à Courcoury (17)

# RECRUTE

## Chargé(e) de mission sur le secteur de la RNN de Moëze Oléron (F/H) (CDD – 1 an)

Le Service départemental de Charente Maritime (SD 17) est l'interlocuteur privilégié des administrations du département.

Le SD 17 exerce les missions de police de l'environnement et de la chasse, effectue les relevés de terrain pour les suivis scientifiques de l'établissement et délivre des expertises locales en rapport avec la faune sauvage et ses habitats.

Il est composé d'un Chef de service départemental, de techniciens adjoints à ce Comité de suivi départemental (CSD) et d'agents techniques de l'environnement

Le(la) Chargé de mission, placé sous l'autorité du responsable de la Cellule technique (Adjoint au délégué régional pour les questions de recherche et d'expertise), intervient dans le cadre d'une mission spécifique de trois ans confiée par le Préfet et coordonnée par la Cellule technique de la DR Nouvelle Aquitaine de l'ONCFS pour renforcer l'activité technique du SD 17.

## Nature de l'emploi :

**Poste à pourvoir à compter du 10 décembre 2018**
A pourvoir en contrat à durée déterminée (CDD) d'1 an - Temps plein – Catégorie B

## Profil recherché :

Titulaire d'un titre ou diplôme de niveau III (Type BTS) en gestion et protection de la nature.
Bonnes connaissances ornithologiques.
Connaissance des partenaires cynégétiques et naturalistes.
Connaissance des techniques de communication et maitrise des règles d'orthographe, de grammaire et de syntaxe.
Maîtrise des outils informatiques de base (bureautique), de gestion de bases de données et du système d'information géographique (SIG).
Aptitude à gérer un planning, son temps de travail et à travailler en autonomie.
Capacité à prendre des initiatives et à rendre compte.
Capacité à appliquer les protocoles requis et à travailler en réseau avec des experts ou partenaires (institutionnels ou associatifs)
Sens de l'écoute et esprit de synthèse.
Discrétion et neutralité.

## Activités principales :

Réaliser des suivis sur une zone de 800 m de long en bordure nord de la Réserve Naturelle Nationale au parking des sables de Plaisance, définie par un Comité de suivi :

Parcourir, à raison de 2 matins et 1 après-midi par semaine, un indice kilométrique d'abondance (IKA) avec 5 points d'observation pour recenser et noter : l'ensemble des espèces d'oiseaux • le nombre de chasseurs • le nombre de promeneurs et leur localisation • la météo, les dépression • l'état et le coefficient des marées.

Noter un 4ème jour le comportement des oiseaux.

Saisir informatiquement les données sur EXCEL et SIG.

Contribuer à l'analyse des données recueillies.

## Intéressé(e) ?

**Pour vous renseigner sur le poste**,
Guillaume RULIN – Chef du Service départemental de Charente Maritime, par téléphone au 05.46.74.95.20 ou par courriel à guillaume.rulin@oncfs.gouv.fr

**Envoyer votre candidature**, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 29 novembre 2018, -** terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé,

**Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr**

# OFFRE d'EMPLOI n°18-105-DIROM

13/11/18

La Délégation interrégionale Outre-mer de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située en Guyane (Cayenne)

RECRUTE

## Ingénieur(e) Guyane (F/H)

La Délégation Interrégionale Outre-mer (DIROM) est composée d'un Délégué Inter Régional, d'une cellule administrative, de 3 cellules techniques (Antilles françaises, Guyane et Océan indien) chargées des actions d'expertise, d'appui technique et d'études, et de 5 services départementaux mixtes ONCFS et AFB (Agence Française pour la Biodiversité) (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Saint-Pierre et Miquelon).

Sous l'autorité de la Déléguée Interrégionale, l'Ingénieur(e) coordonne les activités des services en Guyane, réalise des études sur les prélèvements par la chasse et sur les pratiques cynégétiques, participe à la mise en place du permis de chasser et assure la coordination opérationnelle de la police de l'environnement du département dans le cadre de la MISEN.

Ces missions sont menées en tant que de besoin dans le cadre de réseaux que l'ingénieur(e) met en place et anime. L'Ingénieur(e) contribue à la valorisation technique et scientifique des résultats des travaux qu'il mène ou coordonne. Il(elle) travaille en lien et avec l'appui du Service Mixte de Police de l'Environnement (SMPE) et la cellule technique de la DIROM.

### Nature de l'emploi

**Poste à pourvoir à compter du 1er janvier 2019**

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein - Catégorie A.

### Profil recherché

Titulaire d'un diplôme de niveau I (type Master, Bac+5) dans le domaine de l'écologie ou de l'environnement.
Connaissances approfondies sur l'écologie des espèces tropicales et sur les méthodes d'étude et de suivi (plans d'expérience, recueil de données…) et connaissances des sciences de la nature et de la biodiversité.
Bonnes connaissances des politiques publiques, des acteurs de l'environnement et du monde cynégétique (gestion et règlementation).
Connaissance technique de conduite de projet et d'ingénierie (élaborations techniques et financières, suivis, animations, évaluations).
Forte capacité à concevoir et suivre des programmes de développement et protocoles d'études liés à la préservation de la biodiversité.
Maîtrise des logiciels informatiques : outils statistiques, bases de données, systèmes d'information géographique (SIG).
Aptitude à analyser et traiter des données écologiques.
Aptitude à communiquer et à vulgariser l'information technique.
Bonne aptitude à analyser les attentes de ses interlocuteurs, à travailler en réseau et à négocier.
Autonomie, goût du dialogue et du travail en partenariat, rigueur scientifique, esprit de synthèse et sens de l'organisation.

### Conditions particulières d'exercice

Permis B indispensable, déplacements fréquents sur le territoire guyanais en semaine et le week-end.
Participation à de nombreuses réunions.
Aptitude au travail de terrain en conditions tropicales.

### Activités principales

Valoriser l'ensemble des composantes de l'Etablissement : Animer un travail collectif qui doit conduire à une parfaire lisibilité de la position et des propositions de l'ONCFS • Etablir un dialogue avec les autorités administratives et politiques locales, avec les usagers des milieux naturels et avec l'ensemble des acteurs susceptibles d'être des partenaires dans l'évolution cynégétique réglementaire et dans la connaissance des pratiques de chasse.

Appuyer les services et partenaires pour la mise en œuvre des orientations techniques nationales au plan interrégional ou régional : Contribuer aux programmes régionaux d'études et de développement • Apporter une expertise auprès des décideurs publics et privés en charge des questions d'environnement et de biodiversité • Participer aux réunions techniques et institutionnelles.

Elaborer, conduire et suivre des projets environnementaux visant à intégrer les politiques publiques environnementales : Initier et animer des projets d'études et de développement dans le domaine cynégétique et des suivis patrimoniaux.

Assurer, à titre opérationnel, la mise en réseau des services et établissements chargés des polices de l'environnement : (organisation et cadrage des missions interservices, harmonisation des approches, retours et échanges d'expériences) • Communiquer et mettre en valeur les actions et les résultats des contrôles menés sur le territoire.

Mener des actions d'information, de médiation, de communication et de valorisation des résultats des travaux.

### Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Marion OLAGNON, Déléguée interrégionale Outre-Mer, par courriel à marion.olagnon@oncfs.gouv.fr ou par téléphone au 01.30.46.60.84

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 7 décembre 2018, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

**Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr**

# OFFRE d'EMPLOI n°18-104-DIROM

13/11/18

Le Cellule technique de
la Délégation interrégionale Outre-mer de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située aux Antilles Françaises

RECRUTE

## Responsable de la cellule technique Antilles françaises (F/H)

La Délégation Interrégionale Outre-mer (DIROM) est composée d'un Délégué Interrégional, d'une cellule administrative, de 3 cellules techniques (Antilles françaises, Guyane et Océan indien) chargées des actions d'expertise, d'appui technique et d'études, et de 5 services départementaux mixtes ONCFS et AFB (Agence Française pour la Biodiversité) (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Saint-Pierre et Miquelon).

Sous l'autorité de la Déléguée Interrégionale, le(la) Responsable de la cellule technique Antilles françaises participe à la déclinaison régionale des activités du Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) en matière d'études et de recherche appliquée à la gestion des espèces locales et de leurs habitats.

Le (la) Responsable de la cellule technique, chargé(e) d'études et développement « Antilles françaises » travaille en lien de coordination fonctionnelle avec les chefs des Services Mixtes de Police de l'Environnement (SMPE, ONCFS/AFB) qui représentent le DIR Outre-mer sur chacun des départements concernés.

## Nature de l'emploi

**Poste à pourvoir à compter du 1er janvier 2019**

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein - Catégorie A. – [Résidence administrative : Lamentin (Guadeloupe), le cas échant : Trois Ilets (Martinique)]

## Profil recherché

Titulaire d'un diplôme de niveau I (type Master, Bac+5) dans le domaine de l'écologie ou de l'environnement.
Connaissances des sciences de la nature et de la biodiversité, de la gestion des espèces et de leurs habitats, en particulier pour les oiseaux des Antilles françaises.
Bonnes connaissances des politiques publiques, des acteurs de l'environnement et du monde cynégétique (gestion et règlementation).
Connaissances des règles liées aux conventions partenariales et règles déontologiques et procédurales encadrant l'activité.
Forte capacité à identifier et analyser les enjeux et à concevoir et suivre des programmes en lien avec la préservation de la biodiversité (suivi administratif, recherche de financements, gestion de fonds publics et privés).
Maîtrise des outils bureautiques et connaissances en gestion des bases de données et systèmes d'information géographique (SIG).
Aptitude à communiquer et à vulgariser l'information technique.
Bonne aptitude à analyser les attentes de ses interlocuteurs et à travailler en réseau.
Aptitude au management de projet et capacité à encadrer des personnels.
Autonomie, goût du dialogue et du travail en partenariat, rigueur scientifique, esprit de synthèse et sens de l'organisation.

## Conditions particulières d'exercice

Permis B indispensable et mobilité à l'échelle des Antilles françaises.
Importance de la fonction administrative et financière (fonds européens, privés et publics).

## Activités principales

Encadrer, coordonner et développer les activités de la cellule technique dans le secteur des Antilles françaises : Assurer le suivi administratif et financier, la rédaction des rapports annuels d'activité et bilans financiers • Assurer le relationnel avec les partenaires et la recherche de nouvelles collaborations, notamment dans le domaine scientifique en local et à l'international • Développer les études en lien avec l'avifaune des Antilles et la problématique espèces exotiques envahissantes (EEE).

Participer à des programmes nationaux d'études et de développement conduits par d'autres services de l'Etablissement en application du COP (Unité Avifaune migratrice, réseau SAGIR, EEE, …): Assurer les suivis techniques et scientifiques • Faciliter la mise en place de ces programmes en lien étroit avec les services opérationnels.

Apporter expertise et conseil aux SMPE de Guadeloupe et de Martinique dans le cadre de leurs missions et, via ces derniers, aux services de l'Etat, aux collectivités locales, aux fédérations départementales des chasseurs et aux partenaires de l'ONCFS.

Mener des actions de communication : Assurer le rôle de correspondant communication pour la DIR Outre-mer • Mettre à jour le site internet, la page Facebook (à créer) • Assurer la publication régulière d'articles en interne (ONCFS Actus) et en externe (presse locale).

## Intéressé(e) ?

**Pour vous renseigner sur le poste**,
Mme Marion OLAGNON, Déléguée interrégionale Outre-Mer, par courriel à marion.olagnon@oncfs.gouv.fr ou par téléphone au 01.30.46.60.84

**Envoyer votre candidature**, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 7 décembre 2018, -** terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

**Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr**

Parc national des Cévennes

# *Fiche de poste*
# Chargé(e) des achats, conventions et contrats

## Statut

Poste à temps complet, vacant à compter du 1er janvier 2019.

Ouvert uniquement aux fonctionnaires et CDI de catégorie B de la fonction publique de l'Etat, territoriale ou hospitalière, par voie de détachement ou de mutation.

## Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 3 000 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 120 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 111 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, ont valu successivement à ce territoire un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère associant conservation et développement, et en Bien inscrit au Patrimoine mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants. Tout récemment le Parc national des Cévennes est devenu la plus grande réserve internationale de ciel étoilé d'Europe.

L'établissement public du Parc national des Cévennes a élaboré avec ses partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce quadruple classement dans un projet de territoire à 15 ans. Il compte au 1er janvier 2018, 76,5 postes (en équivalent temps plein).

Il possède en propre un patrimoine d'environ 10 000 m² de plancher bâti et près de 5 000 ha de terrain non bâti.

## Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et veille du territoire / Développement durable / Accueil et Sensibilisation.

Le siège de l'établissement est situé à Florac-Trois-Rivières avec des bureaux sur 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère - Piémont cévenol / Vallées cévenoles.

**Le poste de chargé(e) des achats est rattaché au secrétariat général (SG).**

**Le secrétariat général** rassemble 8 personnes.

Il en a charge notamment :

- la gestion budgétaire et financière,
- la gestion du personnel,
- la gestion du patrimoine mobilier et immobilier,

- le secrétariat des instances délibératives, consultatives et représentatives du personnel,
- la gestion des actes administratifs,
- les subventions versées au territoire,
- l'informatique.

**Missions**

Le(la) chargé(e) des achats est basé(e) au siège à Florac-Trois-Rivières (48).

**Il(elle) est placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la secrétaire générale.** Il(elle) assure l'ensemble des missions en lien avec les fonctions suivantes :

- **Préparation et passation des consultations et marchés publics**
  - suivi du planning d'élaboration des marchés de l'établissement,
  - analyse des besoins avec les services, choix de la procédure,
  - préparation et rédaction des pièces administratives requises,
  - relecture et intégration des pièces techniques préparées par les services,
  - vérification des pièces au vu des textes règlementaires et administratifs en vigueur,
  - saisie des publicités requises sur les plateformes adéquates (www.marches-publics.gouv.fr, www.boamp.fr, etc.), lancement des consultations,
  - établissement du registre de réception des offres,
  - participation aux réunions d'ouverture des plis,
  - contrôle du tableau d'analyse des offres établi par le service en charge du dossier, rédaction du rapport d'analyse des offres,
  - suivi des démarches d'attribution du marché (information des non retenus, de l'entreprise choisie, notification, etc.),
  - suivi administratif du marché : suivi des commandes des accords-cadres (fournitures administratives…), préparation des avenants, rapport de réception, délibération le cas échéant, certificat administratif, décision d'admission, procès-verbal de réception des travaux, etc.,
  - suivi financier du marché : engagement des marchés et bons de commande sur le logiciel comptable AGE, vérification des facturations, constatations des services faits (marchés SG) mise à jour des fiches financières,
  - classement (papier et électronique) des marchés, mise à jour du tableau de bord des marchés, suivi des dates d'échéance,
  - suivi des sollicitations de la Direction des Achats de l'Etat (DAE) et autres partenaires (AFB, ONCFS, Parcs nationaux, UGAP…) pour l'adhésion à des groupements d'achats, réalisations des démarches administratives d'adhésion (délibération le cas échéant, préparation des pièces…), suivi des procédures et des achats associés.
- **Préparation et passation des contrats, conventions**
  - analyse des besoins, relecture des projets de conventions avec les services,
  - rédaction des conventions et contrats requis (maintenance…),
  - vérification des pièces au vu des textes règlementaires et administratifs en vigueur,
  - suivi financier et administratif des conventions et contrats, date d'échéance, renouvellement/résiliation, etc.,
  - classement (papier et électronique) et mise à jour des tableaux de bord des conventions et contrats.
- **Autres missions**
  - recherches règlementaires diverses.

**Relations fonctionnelles internes hors supérieurs hiérarchiques directs :**

- la secrétaire générale,
- les délégués territoriaux,
- les chefs de service,
- les secrétariats des services,
- l'ensemble des personnels de l'établissement.

**Relations fonctionnelles externes :**

- les autres services de l'État (agence française de la Biodiversité, DDT…),
- les élus des collectivités locales et des organismes socioprofessionnels,
- les entreprises et bureaux d'études,
- l'agence comptable et les services du contrôle financier.

Pour mener à bien ses missions, le (la) chargé (e ) des achats participe :

- aux réunions de service du secrétariat général,
- aux réunions du bureau et du conseil d'administration de l'établissement si nécessaire.

Les missions pourront être amenées à évoluer, notamment en fonction du développement de la mutualisation des services avec l'*agence française pour la Biodiversité*. Le profil de poste serait alors redéfini en fonction des nouveaux besoins du service.

## Qualités et compétences recherchées

- très bonne connaissance des procédures d'achats dans le cadre de marchés publics,
- maîtrise des logiciels informatiques courants de bureautique et d'un ou plusieurs logiciels de comptabilité et de suivi des activités,
- connaissances en matière de gestion budgétaire et de comptabilité publique,
- connaissances juridiques,
- sens de la rigueur et de l'organisation,
- respect de la hiérarchie,
- qualités rédactionnelles,
- capacité de compréhension et d'analyse des besoins,
- dynamisme, esprit d'initiative et réactivité,
- goût du contact et aisance relationnelle,
- bonnes capacités de communication,
- aptitude au travail en équipe,
- connaissances des structures administratives départementales, régionales et nationales,
- capacité à garder la confidentialité des dossiers suivis.

## Diplômes, expérience et niveau de formation souhaité

- Expérience confirmée en matière de passation de marchés publics,
- Formation règlementaire et juridique souhaitée,
- Permis de conduire B.

**Modalités de dépôt des candidatures**

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **pour le vendredi 30 novembre 2018 au plus tard.**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
  Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC-TROIS-RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.

La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner **le mardi 11 décembre 2018**.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire s'adresser à :

Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale,
04 66 49 53 28 - celine.billault@cevennes-parcnational.fr

# Fiche de poste
# Technicien Agri-environnement Mont Lozère
au sein du Service Développement durable

## Statut

Poste de catégorie B ou B+ ouvert à compter du 1er février 2019.

Ouvert uniquement aux fonctionnaires et CDI de catégorie B / B+ de la fonction publique d'Etat ou territoriale, par voie de détachement ou de mutation.

## Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 3 000 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 120 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 111 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, ont valu successivement à ce territoire un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère associant conservation et développement, en Bien inscrit au Patrimoine mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants, et tout récemment en réserve internationale de ciel étoilé, devenant ainsi la plus grande d'Europe.

L'établissement public du Parc national des Cévennes a élaboré avec ses partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui définit un projet de territoire à 15 ans et faire vivre ce quadruple classement.

Avec environ 1 500 exploitations sur le territoire, l'agriculture représente une activité majeure. Ses productions sont très diversifiées, que ce soit en élevage (ovins, caprins, bovins, lait ou viande) mais aussi dans les productions végétales (châtaignes, oignons doux, petits fruits, etc.) et en apiculture.

Les activités agricoles et pastorales contribuent à la préservation des milieux ouverts de haute valeur patrimoniale, de la qualité des paysages et de la biodiversité. Permettre le maintien d'une agriculture dynamique sans sacrifier la valeur écologique et patrimoniale du Parc national constitue un enjeu majeur, notamment en cœur de Parc où 400 exploitations utilisent un quart de la surface. C'est d'ailleurs l'objet de l'axe 5 de la charte.

Sur les causses, les cans et le Mont Lozère, l'activité agricole se maintient, voire s'intensifie. En revanche, dans les Cévennes, sur l'Aigoual et le Bougès, le déclin des activités agropastorales se poursuit.

Le massif du Mont Lozère compte près de 150 exploitations dans le cœur à dominante élevage bovin (allaitant ou laitier), mais d'autres productions sont présentes (ovins, caprins, châtaignes, etc.). Il accueille également des estives collectives ovines en transhumance sur les sommets. La pression foncière est forte sur ce secteur du parc, du fait notamment des besoins croissants en autonomie fourragère et les demandes de travaux, soumis à autorisation du parc, nombreuses.

## Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et veille du territoire / Développement durable / Accueil et sensibilisation. Il compte au 1er janvier 2018, 76,5 postes (en équivalent temps plein).

Il est présent à Florac-Trois-Rivières avec son siège et sur 4 massifs : Aigoual, Causses-Gorges, Mont-Lozère – Piémont cévenol et Vallées cévenoles.

Le **service Développement durable** comprend trois pôles : Forêt / Agri-environnement / Architecture-Urbanisme-Paysage et rassemble 18 personnes dont 8 affectées à des massifs.

Il en a charge notamment :

- la politique en matière d'eau
- la politique en matière de chasse, de pêche et de cueillette
- la politique agri-environnementale du parc (Pôle Agri-environnement)
- la politique forestière du parc (Pôle Forêt)
- la politique architecturale du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- la politique en matière d'urbanisme et de paysages (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- l'instruction et le suivi complet des demandes d'autorisation dans tous ces domaines

Le **pôle Agri-environnement** a en charge :

- l'accompagnement d'une agriculture gestionnaire des paysages et de la biodiversité, notamment en cœur de parc ;
- la sensibilisation et le suivi de l'application de la réglementation du Parc national des Cévennes en matière agricole (instruction des demandes de travaux...) ;
- la gestion des propriétés agricoles de l'établissement ;
- le développement du pastoralisme et d'une gestion optimisée des ressources naturelles (réseau d'échange entre éleveurs, diagnostics pastoraux...) ;
- l'accompagnement des groupements pastoraux et de la transhumance sur les estives du cœur de Parc
- la coordination du plan loup sur le Parc ;
- le développement et la valorisation des pratiques agro-écologiques et de l'agriculture biologique (expérimentations, ateliers techniques...) ;
- la mise en œuvre du Programme Agri-Environnemental et Climatique sur le cœur du Parc ;
- l'accompagnement de filières territorialisées (apiculture, vergers, châtaigne) ;
- la mise en œuvre de la marque Esprit Parc national pour les produits agricoles ;
- l'animation de la commission agriculture de l'établissement.

## Missions liées au poste

Placé sous l'autorité hiérarchique de la chef du pôle Agri-environnement, en lien avec le chargé de mission Agro-pastoralisme, le/la **technicien(ne) Agri-environnement est affecté(e) au massif du Mont Lozère et basé(e) à Génolhac (30)**. Il/elle fait partie de l'équipe dédiée à ce massif et animée par le délégué territorial du massif.

Il/elle impulse et met en œuvre sur le massif les missions du pôle en relation avec les techniciens et chargés de mission concernés et le délégué territorial.

Pour environ 60% de son temps de travail, il/elle est chargé(e) de :

- la relation avec les acteurs du monde agricole et pastoral et la connaissance des exploitants du Massif,
- la réalisation de porter à connaissance des données et des réglementations agricoles à toutes les exploitations du cœur sur son massif,
- l'instruction et le suivi complets en lien avec le secrétariat du service des dossiers d'autorisation de travaux.

Pour environ 10% de son temps de travail, il/elle est chargé(e)de :

- l'élaboration et le suivi des conventions pluri-annuelles de pâturage et baux ruraux sur les propriétés du Parc,
- le suivi et l'accompagnement des groupements pastoraux sur les estives.

Pour environ 15% de son temps de travail, il/elle est chargé(e) sur le massif de :

- la mise en œuvre des politiques contractuelles portées par l'établissement : contrats agri-environnementaux (type MAEC), contrats patrimoines...
- le suivi à l'échelle de l'exploitation des actions mises en œuvre avec des partenaires (COPAGE, chambres d'Agriculture…).

Pour environ 15% de son temps de travail, il/elle est chargé(e) de :

- la réalisation d'actions de mise en valeur du pastoralisme (diagnostics pastoraux, ateliers techniques),
- la réalisation d'audits d'exploitation pour l'attribution de la Marque Esprit Parc national,
- l'appui à la mise en œuvre d'actions à l'échelle des exploitations contribuant aux priorités de la charte : amélioration des pratiques, agriculture biologique, foncier, installations...
- la participation à des projets de développement agricole concernant le massif (terra rural, PER...) notamment ceux inscrits dans les conventions d'applications de la charte signées entre l'établissement public du Parc national des Cévennes et les collectivités territoriales.

Le/la technicien(ne) agri-environnement peut aussi être amené(e) à porter une action du pôle agri-environnement qui concerne l'ensemble du territoire du Parc national. Ces actions sont définies et réparties au sein du pôle agri-environnement, avec les autres techniciens du pôle. En fonction des besoins et selon ses domaines d'expertise, il pourra se voir confier des dossiers sur les trois autres massifs du parc.

Pour toutes ces activités, il/elle peut être amené(e) à encadrer des stagiaires.

Pour mener à bien ses missions :

- il/elle participe aux réunions du pôle dans un but de coordination et de mise en cohérence des interventions
- il/elle participe également aux réunions du massif animées par le délégué territorial
- il/elle travaille en étroite collaboration avec les autres agents du massif et veille à la bonne circulation des informations

Il/elle peut également être amené(e) à participer à :

- des programmes d'acquisition de données
- des animations pédagogiques
- des actions menées par le parc dans d'autres domaines que l'agri-environnement

De nombreux déplacements sont à prévoir sur le Parc national, principalement sur le massif du Mont Lozère et Florac.

## Compétences

- Bonnes connaissances du domaine de l'élevage et du pastoralisme
- Compétences en agronomie, connaissance des outils de politique agri-environnementale
- Bonnes connaissances naturalistes, notamment sur les milieux et espèces liées aux milieux agricoles
- Bonne connaissance du monde rural
- Goût du contact et aisance relationnelle, capacité de communication, de négociation et d'animation
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Aptitude au travail en équipe
- Sens de l'organisation, esprit d'initiative et créativité
- Compétences indispensable en saisie et en utilisation de données SIG
- Maîtrise des logiciels informatiques courants de bureautique

## Statut, diplômes, expérience et niveau de formation

- Formation de type BTS ou ingénieur en agriculture
- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage
- Expérience de mise en œuvre d'outils de politique agri-environnementale
- Permis de conduire B

## Modalités administratives

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **pour le vendredi 7 décembre 2018 au plus tard.**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
  Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.

La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner **le mardi 18 décembre 2018**.
Pour ces auditions, la direction sera accompagnée du chef de service et de la chef de pôle.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire s'adresser à :

Mme Viviane de MONTAIGNE, chef du pôle Agri-environnement
04.66.49.53.42
viviane.de.montaigne@cevennes-parcnational.fr

ou M. Danny LAYBOURNE, chef du service Développement durable
04.66.49.53.69
danny.laybourne@cevennes-parcnational.fr